



Nucléaire : Une coalition sans précédent demande la fermeture de Gentilly II (Québec, Canada)

Communiqué

Par [Global Research](#)

Mondialisation.ca, 21 mars 2011

[Sortons le Québec du nucléaire](#) 21 mars 2011

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Pétrole, Gaz de schiste, Énergie](#)

Analyses: [LE QUÉBEC, Nucléaire \(guerre et énergie\)](#)



Montréal, le 21 mars 2011 - Une coalition de groupes écologistes, artistiques, scientifiques, des députés et personnalités politiques du parti Québécois et de Québec Solidaire ont tenu une conférence de presse le 21 mars afin d'exiger la fin de l'aventure nucléaire au Québec.

En cette date limite du dépôt de mémoires à la Commission Canadienne de Sûreté Nucléaire sur la réfection de la centrale nucléaire de Gentilly-2, alors que le Japon tente de surmonter la pire catastrophe nucléaire civile de son histoire, le Mouvement Sortons le Québec du Nucléaire a rassemblé une douzaine de porte-paroles d'organismes reconnus qui d'un commun accord ont exigé devant les représentants des médias le déclassement définitif de la centrale nucléaire de Gentilly-2.

« La réfection de Gentilly-2 est une aventure financière qui coûterait des milliards aux Québécois, l'équivalent d'un stade olympique sur le plan énergétique », a affirmé Karel Mayrand de la Fondation David-Suzuki. « Fermer Gentilly-2 libérerait des milliards pour

soutenir un vrai virage en faveur de l'efficacité énergétique et du développement des énergies renouvelables. »

« Deux méta-analyses de 2008, Mangano aux États-Unis et Kinderkrebs in der Umgebung von Kernkraften en Allemagne, ont conclu à une pollution importante affectant l'ADN des bébés nés à proximité des centrales, entraînant des risques élevés de leucémies et de maladies congénitales. S'ajoute à ces risques le problème spécifique aux CANDU d'eau tritiée, bien documenté par le spécialiste anglais Ian Fairlie », a averti le docteur Michael Dworkind, président des Physicians for Global Survival (Professionnel-les de la Santé pour la Survie mondiale).

« La justification principale pour notre demande de fermer Gentilly-2 repose sur la documentation volumineuse de la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN), laquelle explique au moins dix problèmes de sûreté non encore résolus de la technologie nucléaire CANDU. Par contre, le fait que la CCSN ait déjà recommandé d'accorder une licence d'exploitation nucléaire pour cinq ans à Hydro-Québec avant même d'avoir vu et analysé les modifications non apportées à la conception constitue une grande imprudence et viole les règles du sens commun qui exigent normalement de voir avant de juger », s'est étonné Michel Duguay, PhD en physique nucléaire de Yale et porte-parole du Mouvement Sortons le Québec du Nucléaire.

« Tout dossier lié à l'énergie du gouvernement actuel et d'Hydro-Québec se caractérise par deux éléments redondants: le secret et l'incompétence. Du Suroît à Bécancour, de Cacouna ou Lévis à Rabaska, de l'éolien au gaz de schiste, des gisements de pétrole aux petites centrales hydroélectriques, la liste parle d'elle-même. Le cas Gentilly 2 s'inscrit parfaitement dans cette logique. MM. Vandal et Charest nous cachent les vrais enjeux et les vrais chiffres; ils se moquent du fait que les Québécois ne veulent plus du nucléaire ou du gouffre financier sans fond qu'il constituera », a interjeté Daniel Breton du groupe Maîtres chez nous 21e siècle.

« Si le Japon, un pays de hautes technologies, bien organisé et prêt à résister à des calamités naturelles comme les tremblements de terre, n'est pas arrivé à contrôler les impacts catastrophiques dans ses réacteurs nucléaires, on doit se poser des questions sur Gentilly-2, mais aussi sur les centrales nucléaires chez nos voisins en Ontario et au Nouveau-Brunswick », a fait remarquer Éric Darier, directeur de Greenpeace Québec. « Il est grand temps pour le Québec de sortir de cette filière dangereuse dont on n'a pas besoin.»

Les intervenants ont tour à tour pointé d'autres dangers du nucléaire : terrorisme ou accident affectant les déchets nucléaires ; la situation précaire de Gentilly 2 sur le Saint-Laurent, source d'eau potable pour 44% des Québécois, à courte distance de Trois-Rivières et sur la faille sismique laurentienne; le laxisme des règlements et l'érosion de l'autorité de la Commission canadienne de la santé nucléaire censée protéger la population ; les ratés d'Énergie Atomique du Canada Ltée qui cherche désespérément un acheteur.

Yves-François Blanchet, député de Drummond du Parti Québécois, a montré les 320 résolutions municipales ayant endossé, à l'initiative du maire d'Amqui Gaëtan Ruest, la condamnation du nucléaire intitulée le sort du nucléaire au Québec : un choix de société. Françoise David est revenue sur la pétition endossée par le co-chef de Québec Solidaire, Amir Khadir et déposée à l'Assemblée Nationale il y a exactement un an, suivie une semaine plus tard par l'abandon du projet d'Hydro-Québec d'acheter Pointe-Lepreau, conformément à la première demande de la pétition. Elle a rappelé que Pointe-Lepreau a maintenant

accumulé trois ans de retard et des milliards de \$ en réparations, sans avoir de date fixe de complétion.

« L'été dernier, l'Académie des Sciences de New York (Dr Janette Sherman) a fait paraître une étude portant sur les impacts de la catastrophe de Tchernobyl ayant affecté le Bélarus et l'Ukraine, principalement. Le chiffre d'un million de morts causées directement et indirectement par l'accident nucléaire a impressionné les Artistes pour la Paix qui organiseront au Studio-Théâtre de la Place des Arts le 26 avril prochain, date du 25e anniversaire de l'accident, un spectacle avec des extraits de la pièce Sexy Béton et des prestations bénévoles de Raoûl Duguay, Jici Lauzon, Urbain des Bois et Pol Pelletier», a annoncé Pierre Jasmin, président des Artistes pour la Paix.

Des intervenants ont avec espoir mis de l'avant le défi québécois exaltant de mettre en œuvre les progrès technologiques considérables des nouvelles applications géothermiques, éoliennes et solaires qui sont déjà en mesure de produire des kilowatt/heures, à moindres coûts, risques et désagréments que le nucléaire.

« Il y a aujourd'hui une chance unique en une génération de fermer définitivement Gentilly II et d'assurer que le Québec ne vivra jamais d'incident nucléaire domestique. Nous devons saisir cette chance », ont affirmé Kim Cornelissen, vice-présidente, Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique, Maude Prudhomme, porte-parole du Réseau québécois des groupes écologistes, Christian Simard, directeur de Nature Québec et Gordon Edwards, président du Regroupement pour la surveillance du nucléaire.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

Marie-Noëlle Sergerie, Mouvement Sortons le Québec du nucléaire, 418-264-5001 (sur place, à Montréal)

Philippe Giroul, Mouvement Sortons le Québec du nucléaire, 819-377-3810

Pour signer la pétition : <http://www.sortonsquebecnucleaire.org/phpPETITION/index.php>

La source originale de cet article est [Sortons le Québec du nucléaire](#)
Copyright © [Global Research](#), [Sortons le Québec du nucléaire](#), 2011

Articles Par : **[Global Research](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca